

# Jacky TOUBLET

## La Fédération anarchiste après vingt ans

*Jacky Toublat, (1940-2002) était un militant libertaire et anarcho-syndicaliste très actif dans la fédération du Livre CGT. Il fut secrétaire du syndicat des correcteurs. Il fut l'un des membres fondateurs de l'Alliance syndicaliste. Après la dissolution de celle-ci il adhéra à la Fédération anarchiste et fut responsable du journal Le Monde libertaire, animateur de Radio libertaire. En 2002, peu avant son décès, il rejoignit en 2002 l'organisation Alternative libertaire.*

### 1. Avant la Fédération anarchiste

Lorsque, avec d'autres camarades anarchosyndicalistes, je suis entré à la Fédération anarchiste (FA), aux alentours de 1981, plusieurs raisons motivaient cette décision. Toutes provenaient de la période qui avait suivi Mai 68, période qui s'achevait alors et qui allait se clore définitivement avec l'élection à la présidence de la République du premier secrétaire du parti socialiste, apothéose de la stratégie réformiste mise en œuvre à partir de 1970 par les partis de gauche.

Cette apothéose, notez-le bien, correspondait à notre défaite, à la défaite du mouvement de Mai 68, mieux à son écrasement.

Ce nous auquel je m'assimile représentait ces groupes et ces personnes, mis en mouvement par la grève générale de 1968, qui ont cherché à reconstituer, en France et si possible ailleurs, un mouvement révolutionnaire d'orientation libertaire ou syndicaliste révolutionnaire, en tentant de faire en sorte que ce mouvement fût comme un poisson dans l'eau à l'intérieur de la mouvance soixante-huitarde, dans son ensemble non léniniste ou opposée au léninisme...

A titre d'illustration de ce sentiment partagé par beaucoup de soixante-huitards, je citerai l'intervention que Christian Lagant<sup>1</sup> prononça à la Mutualité, quelques semaines après l'embrasement, au cours d'une réunion débat organisée par l'OCI.

L'opposition entre marxisme et anarchisme, disait Christian, est dépassée, ou plutôt a changé de forme depuis 1871 et le Congrès de La Haye. Après 1968, poursuivait-il, dans le mouvement révolutionnaire, l'opposition réelle se situe entre les militants qui veulent renforcer ou reconstituer les organisations bâties selon les schémas du léninisme et celles et ceux dont l'objectif consiste à donner force à un mouvement révolutionnaire « autogestionnaire » récusant toute idée de rôle dirigeant et d'avant-garde politique. Je partageai, pour l'essentiel, l'opinion de Christian.

A l'orée des années quatre-vingt, c'est-à-dire dix ans plus tard, cet ensemble de personnes et de groupes s'était quasi disloqué.

On commençait à parler de résistance et non plus, comme dans la décennie précédente, d'offensive ; dans les entreprises, dans les syndicats et même dans l'opinion publique, les idées de 68 comme les groupes qui les soutenaient s'effritaient ou disparaissaient.

Au sein de l'Alliance syndicaliste<sup>2</sup>, dans laquelle je militais activement depuis 1969 — auparavant, à dater de 1966-1967, j'avais été proche du noyau de *la Révolution prolétarienne*, adhérent de l'Union des syndicalistes et membre assidu du Centre de sociologie libertaire de Gaston Leval et Roger Hagnauer — naquit alors l'idée de participer à un regroupement des forces plutôt déclinantes du mouvement libertaire.

Un rapprochement avec une partie de ceux et celles qui avaient milité à l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) avant son explosion avait déjà échoué au cours d'une conférence dite des travailleurs libertaires, quelque temps auparavant<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Christian Lagant était animateur du groupe Noir et Rouge qui éditait une revue du même nom, laquelle eut une certaine importance dans les affaires ; Daniel Cohn-Bendit était membre de ce groupe.

<sup>2</sup> De son vrai nom Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste (ASRAS) qu'on nomma rapidement Alliance syndicaliste ou simplement Alliance.

<sup>3</sup> A cette conférence J-L Laredo était présent au nom de la FA.

Une grande incompréhension était apparue entre les parties présentes durant les débats de cette conférence : les uns se réclamaient de l'anarchosyndicalisme, revisité par la Révolution espagnole et Mai 68 ; les autres, qui se déclaraient communistes libertaires, essayaient de formuler quelque chose qu'ils voulaient être nouveau... Ce sont les militants qui constituèrent ultérieurement l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) puis, plus tard, avec d'autres, Alternative libertaire (AL).

Au cours de ces débats, mon sentiment fut double. Autant je réprouvais l'idée du « nouveau libertarisme » en politique, l'assimilant à un gadget propagandiste, et considérais la théorie dite « communiste libertaire » comme quasi inexistante et sans expérience historique dans les sociétés développées<sup>4</sup>, autant l'analyse concrète des coparticipants qui allaient former l'UTCL me paraissait pertinente et recoupait ma propre expérience syndicale d'ouvrier du Livre (les syndicats du Livre parisien, dont le Syndicat des correcteurs, auquel je suis affilié depuis 1963, sortaient du conflit contre *le Parisien libéré*). Formés à l'ORA, sur ce qui avait été l'orientation de son courant majoritaire, à savoir la formation de groupes d'usine, de chantier ou de bureau, lesdits militants, lors des grandes grèves des postes et des banques de 1974, constatèrent que ces groupes, fort utiles pour l'agitation et la mobilisation locale, n'avaient aucune influence réelle sur l'orientation des luttes, surtout des luttes de grande ampleur. Ce qui dirigeait ces luttes, de fait et quoi qu'on pense de leur direction, c'étaient les syndicats.

Si on voulait peser vraiment dans les luttes, continuaient-ils, il fallait s'investir dans les syndicats, y organiser des tendances d'opposition et, si possible, en prendre le contrôle... D'une certaine manière, ces camarades venus de l'ORA reprenaient, pour l'essentiel, ce qui avait été le sentiment anarchosyndicaliste dominant d'après 1968, sentiment qui avait donné naissance à l'Alliance syndicaliste.

---

<sup>4</sup> Deux expériences historiques réelles peuvent servir de point de référence à un idéologie « communiste libertaire » spécifique, en premier lieu celle des anarchistes-communistes des années 1880, initiée par la génération qui devint mûre après l'Internationale, dont les axes politiques étaient les groupes anarchistes autonomes, la « propagande par le fait », l'appel à la révolte et à l'insurrection armée ; en second lieu, l'épopée de la *makhnovtchina* et du *Nabat*. La première a complètement échoué et la seconde s'est déroulée durant une révolution dans un pays à dominante paysanne. L'une et l'autre me paraissent, et me paraissent encore, des stratégies complètement obsolètes dans les nations développées où existent des droits sociaux et la démocratie politique.

Durant cette conférence, la grande majorité des anarchosyndicalistes présents ne partagea pas mon opinion — je pensais que la pratique effective serait plus forte que l'idéologie, même communiste libertaire, et qu'il serait possible de constituer, avec les anciens de l'ORA qui partageaient cette option de travail dans le mouvement syndical, des tendances au sein des confédérations — et les contacts ne furent pas poursuivis.

Plusieurs camarades, alors, parlèrent d'entrer à la Fédération anarchiste. Cette dernière, argumentèrent-ils, parce qu'elle se reconnaissait dans l'idée de synthèse anarchiste, accepterait des anarchosyndicalistes dans ses rangs .

Une opinion quasi unanime se constitua alors sur les axes suivants :

Les militants de l'Alliance et les anarchosyndicalistes qui travaillaient avec eux avaient tenté de constituer, après 1968, une tendance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste interconfédérale afin d'organiser un échange permanent d'informations et d'élaborer, pour le plus grand nombre de militants libertaires investis dans les syndicats, une stratégie coordonnée ; pour ce faire, l'Alliance entendait demeurer une « tendance » et non pas se constituer en organisation politique ou « spécifique ».

Cette tentative a échoué<sup>5</sup>, y compris dans ses propositions en direction du mouvement libertaire, pour de multiples raisons :

— la collaboration avec les oppositions plus anciennes, ou prétendues telles, comme les libertaires ou les anarchosyndicalistes de la CGT-Force ouvrière<sup>6</sup>, fut très difficiles et s'arrêta très vite, en particulier avec celle de l'Ouest alors dominée par Alexandre Hébert. Ce dernier essaya d'entraîner l'Alliance dans une sorte de pacte, dont il aurait été l'interface, avec la fraction OCI de FO ; une déclaration impliquant l'Alliance

---

<sup>5</sup> Au sein des confédérations elles-mêmes, surtout la CFDT, le destin des anarchosyndicalistes, à l'Alliance ou non, a été le même que les autres oppositions : attaques de la bureaucratie, remises à la base, exclusions, dissolutions d'organisation. Souvent même, nous fûmes les premiers à subir les assauts, comme dans la Gironde, avec la dissolution du bureau de l'Union départementale, ou bien à Paris où l'Union locale des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements fut dissoute...

<sup>6</sup> Un certain nombre de camarades de l'Alliance ont alors pensé que les anarchosyndicalistes de FO ne se considéraient pas comme une opposition à la direction réformiste social-démocrate de cette confédération ; d'une certaine façon, ils étaient partie prenante de la majorité qui soutenait André Bergeron... Peut-être une survivance de la guerre froide et du stalinisme ?

dans *Informations ouvrières*, sans que les groupes parisiens et bordelais ne soient informés de rien, stoppa net les rapports...

— la plupart des libertaires ne comprirent pas le concept de « tendance anarchosyndicaliste » et ne virent dans l'Alliance qu'une nouvelle organisation politique libertaire, à l'idéologie spécifique,

— la coordination syndicale entre les libertaires des divers groupes spécifiques se heurta sans cesse à la défiance de ces groupes, aux anathèmes de certains<sup>7</sup> ainsi qu'aux sottises banales et habituelles de beaucoup d'autres,

— l'utilité de militer dans le mouvement syndical réellement existant (à ce moment-là, la Confédération nationale du travail de France (CNTF) n'existait quasiment pas) n'apparaissait pas évidente pour un grand nombre de libertaires.

Au cours des années de l'existence de l'Alliance, il fut confirmé néanmoins que par leur activité et leurs affinités, notamment avec la tendance « Frente libertario » du mouvement libertaire espagnol au sein du Comité Espagne libre, la majorité de ses adhérents et de ses sympathisants se reconnaissaient dans les idées et les pratiques libertaires. Ceux qui, vers 1975, furent séduits par l'idéologie d'ultra-gauche et le communisme de conseils opérèrent une scission et se rapprochèrent de divers groupes tels que Pour une intervention communiste (PIC).

Il fut, en conséquence, décidé de dissoudre l'Alliance et d'intégrer la FA sur les options suivantes :

— travailler à l'unité du mouvement libertaire national et international et à la solidarité entre les diverses composantes, sur une orientation réaliste et de lutte de classes,

— participer loyalement à l'activité de la FA et à la propagande de l'anarchisme telle qu'elle la met en œuvre,

— organiser, à partir des anarchosyndicalistes de la FA, une coordination des libertaires présents dans le mouvement syndical et proposer à

---

<sup>7</sup> L'AIT et la CNT en exil officielle — que nous appelions « de Belfort », parce qu'elle avait son siège social rue de Belfort à Toulouse — ont écrit dans des circulaires que tous les militants de l'Alliance étaient permanents syndicaux... En fait, un seul l'était, à l'Union départementale CFDT du Val-de-Marne. Lorsque moi-même je devins permanent du Syndicat des correcteurs, de 1980 à 1984 et de 1987 à 1992, c'est-à-dire pendant neuf ans en deux périodes dues à la rotation obligatoire chez les Correcteurs, l'Alliance n'existait plus et, pour la majorité du temps, j'étais adhérent de la FA.

cet effet que soit constitué un secrétariat aux affaires syndicales et sociales.

L'autre possibilité aurait été de se transformer en une Fédération anarchosyndicaliste — je n'étais pas, pour ma part, opposé à cette idée. Elle ne fut pas retenue pour, me semble-t-il, éviter d'accroître l'entropie du mouvement, déjà si grande...

## 2. A la Fédération anarchiste

Pour moi, la découverte de la vie interne de la FA fut une surprise totale. Sans doute, est-il besoin de préciser que mon expérience de militant jusqu'alors s'était déroulée dans le mouvement syndical<sup>8</sup> ou au sein des milieux syndicalistes ; même le Centre de Gaston Leval, lui-même très influencé par les mouvements libertaires espagnol et argentin, se situait dans cette ambiance particulière de l'anarchosyndicalisme version hispanique<sup>9</sup>.

La manière d'être et de faire de tous ces militants ne m'avait pas préparé au fonctionnement si atypique de la FA.

Au commencement des années quatre-vingt, une sorte de guerre interne déchirait les groupes parisiens de la FA, composés, pour la plupart, de jeunes gens des deux sexes.

Se disputaient sans cesse, et sans qu'on comprît l'objet réel de la disputation<sup>10</sup>, les groupes — je cite de mémoire — Malatesta, Jacob, Libertad, de Fresnes-Antony, Varlin et d'autres que j'oublie. Ils s'affrontaient

---

<sup>8</sup> A plusieurs reprises, des camarades ont été choqués par ce qui leur apparaissait, de ma part, parfois, comme une excessive véhémence. Je crois bien qu'il fallait n'y voir que l'expression d'un grand amour déçu, qu'on pourrait résumer ainsi : outre les aberrations organiques de la FA, qui agacent si souvent, un nombre non négligeable d'anarchistes de l'organisation, si fiers de leur identité, m'ont paru moins tolérants, moins dévoués à la cause, moins ouverts aux affaires du monde, moins responsables, moins cultivés, sans parler de l'arrogance, que beaucoup de communistes du PCF que j'ai fréquentés à la CGT du Livre. De quoi devenir enragé, ne trouvez-vous pas...

<sup>9</sup> Gaston Leval disait pis que pendre des « anars », en particulier des Français. De la prétention et de l'inculture qui auraient régné, selon lui, dans leurs organisations ; il refusait de s'appeler anarchiste et proposait de reconstruire un mouvement nouveau qui s'appellerait « socialiste libertaire ».

<sup>10</sup> Peut-être ne s'agissait-il que de s'assurer l'hégémonie sur l'organisation ? une belle leçon d'anarchie...

à tout moment et en toute occasion, pour quoi que ce soit, avec une fureur vengeresse.

Les membres du groupe Malatesta de l'époque, en particulier, me sont apparus, de par leur comportement individuel, comme antagoniques de ce que devaient être les militants libertaires : sectaires jusqu'à l'absurde, méprisants, sûrs d'eux et de leur doctrine — d'autant plus qu'ils ne l'exposaient jamais —, machos, rigides comme des lames d'acier mal trempées... Ils venaient d'expulser, ou de faire partir, des militants de la FA, en roulaient encore des épaules, et donnaient l'impression de vouloir débusquer et anéantir ceux et celles qu'ils considéraient comme tièdes, hésitants, pas clairs. Sans oublier les marxistes camouflés, innombrables, selon eux.

Un des sports préférés de l'époque, en effet, était la chasse aux marxistes... ou supposés tels. Les discours, les articles, les textes internes étaient examinés à la loupe, que dis-je ? au microscope, par les gardiens autoproclamés de la sainte doctrine et, régulièrement, les dénonciations et les anathèmes tombaient : celui-là ou celle-là étaient marxistes. Suivait bientôt la demande d'excommunication...

Le pire de tout, l'abomination de la désolation, c'était le marxisme libertaire, monstre conceptuel inventé pour dévorer notre mère l'Anarchie, après qu'il l'aura déflorée et avilie...

J'avais, *a contrario*, avec les camarades qui avaient suivi aussi assidûment que moi la formation de Leval, la conviction profonde qu'il y a plusieurs pièces dans la maison Libertaire, et beaucoup de chemins pour s'y rendre. Gaston fournissait à chacun de celles et ceux qui suivaient son enseignement des brochures qu'il avait écrites et qui résumaient la doctrine de Bakounine, celle de Proudhon, celle de Kropotkine, de Malatesta, de Reclus, de Tucker, etc. Un des exercices, ensuite, consistait à comparer les divers points de vue de « nos auteurs », comme disait notre vieux maître, de noter ce qui les rapprochait ou les opposait. L'extrême diversité de l'anarchisme apparaissait alors, en même temps que les convergences.

En était-il de même dans la Fédération anarchiste d'alors ? Nullement. Peu ou pas de formation, peu d'explicitation des concepts. D'où peut-être l'absurde obscurantisme qui présidait à l'analyse du « marxisme libertaire ».

On en connaît l'origine : l'expression a été inventée par Daniel Guérin à la fin de sa longue vie militante.

D'origine bourgeoise et de formation marxiste, adhérent de la SFIO puis du PSOP, un instant tenté par le trotskisme, à la pointe du combat contre l'homophobie, anticolonialiste et antimilitariste actifs, Guérin a porté très tôt un regard critique sur les réalisations concrètes issues des formations et des militants se réclamant du marxisme.

Dans divers ouvrages, dont *Jeunesse du socialisme libertaire*, paru vers 1965, il exprimait l'idée qu'un certain nombre de concepts libertaires ou anarchistes — quasi oubliés en cet instant de l'histoire — devaient être réintroduits dans le corpus de l'idéologie socialiste, prise dans son acception d'origine, afin que les erreurs qu'on percevait en Union soviétique ou en Europe occidentale s'agissant de la social-démocratie ne puissent plus se produire à l'avenir. Sur la plupart des questions politiques qui opposaient marxisme et anarchisme, centralisme ou fédéralisme, parlementarisme ou action directe sociale, dictature du prolétariat ou démocratie directe, Guérin donnait raison à l'anarchisme, notamment à Bakounine.

*Mutatis mutandis*, Guérin a suivi le même chemin que Georges Sorel qui, venu lui aussi du marxisme orthodoxe, après bien des études et des réflexions, finit par affirmer que « le socialisme se trouvait tout entier dans les syndicats ouvriers » et qu'il était nécessaire de se débarrasser de toute influence blanquiste, c'est-à-dire qu'il répudiait toute idée d'avant-garde dirigeante et de dictature de parti, fondements de la politique marxiste.

Le marxisme libertaire de Guérin n'était nullement une attaque contre l'anarchisme ; il était, au contraire, l'introduction de concepts politiques anarchistes dans le marxisme... Avait-il, d'ailleurs, un avenir politique ? Aujourd'hui, toutes les formes de marxisme sont très dévaluées et sa formulation a quasi disparu.

Toutes ces choses, m'objecterez-vous, ne sont que de vieilles histoires. Certes, mais ces vieilles histoires sont récurrentes : elles se répètent selon un cycle de quatre, cinq, six ans, avec, pour l'essentiel, un scénario toujours identique : des jeunes groupes formés de jeunes gens s'agitent très fort, s'invectivent les uns les autres puis disparaissent. Ainsi disparurent tout d'un coup, comme une volée de moineaux, le groupe Malatesta et ceux auxquels il s'opposait avec tant de vigueur,



sans que l'on sache pourquoi la lame d'acier si brillante s'était brisée en mille morceaux — de tout cela, il ne reste rien, ou quasiment : quelques correcteurs ou correctrices qui travaillent plutôt tranquillement dans les entreprises de presse. Quelquefois, j'ai entraperçu un des anciens de Malatesta au cours de manifestations ; il travaillerait dans une municipalité communiste. Les autres, des dizaines de personnes, toutes plus révolutionnaires et anarchistes les unes que les autres, ont disparu du paysage libertaire.

Cette évaporation est exceptionnellement importante, sans doute une des plus graves du monde politique. Ne s'agit-il que d'un phénomène dont la cause première réside dans le fait que le système de recrutement de la FA et de l'anarchisme s'appuie beaucoup sur la révolte adolescente ? Avec pour conséquence principale qu'avec la maturité s'évanouit ou s'estompe l'anarchisme révolté des jeunes années ?

Il est sans aucun doute positif que la FA et l'anarchisme séduisent des personnes jeunes et que celles-ci trouvent dans les rangs libertaires l'endroit où exprimer leur indignation devant l'état de la société et leurs aspirations à bouleverser le monde. La difficulté se résume, en conséquence, en la continuité de l'engagement. En la permanence, avec plus ou moins d'intensité, du militantisme libertaire : comment faire perdurer le lien militant lorsque survient la maturité ? Tel est, me semble-t-il, un des réels problèmes qui est posé à la FA, un problème sur lequel elle bute depuis plusieurs générations.

En outre, de la non-résolution de cette difficulté résulte le départ, comme une deuxième hémorragie, de nombreux militants ayant une certaine expérience, ou même anciens, comme moi-même, qui partent bien qu'ils ne soient nullement décidés à prendre une retraite militante.

Quelques militants demeurent néanmoins présents dans l'organisation bien après les années de la formation et de l'adolescence ; on remarquera qu'il s'agit le plus souvent de personnes qui assurent des responsabilités de gestion, soit des secrétariats fédéraux, soit des « œuvres », selon le vocabulaire utilisé en interne, c'est-à-dire les éditions, *le Monde libertaire*, Radio-Libertaire ou les diverses librairies que possède la FA. En dehors de ces tâches, souvent techniques, qui demandent un certain savoir-faire, et qui sont quelquefois ingrates, n'y aurait-il, dans la structure interne de la FA, rien qui retienne les militants devenus adultes ? En d'autres termes, la FA élabore-t-elle une « politique » anarchiste et pro-

pose-t-elle à tous ses adhérents et sympathisants des deux sexes de la mettre en œuvre ou bien fait-elle autre chose ?

## **La Fédération anarchiste n'est pas réellement une organisation anarchiste**

Si on compare la FA actuelle à deux de ses devancières qui firent, ô combien, parler d'elles dans l'histoire, à savoir l'Alliance internationale de la démocratie socialiste (AIDS), et sa partie cachée dite « Fraternité internationale », des années de la première Internationale, ou bien la Fédération anarchiste ibérique (FAI), constituée en 1926, on ne peut qu'être frappé par cette évidence : la FA, s'agissant de l'action, en particulier l'action sociale, ne leur ressemble en rien.

Dans aucune des publications de ces organisations, par exemple, on aurait pu lire les phrases suivantes : « En tant qu'organisation la Fédération n'a aucune politique syndicale. [...] Chacun est libre de militer à la base et dans l'appareil, selon ce qu'il juge opportun. L'ensemble peut se coordonner, de la volonté des seuls intéressés et sans qu'ils aient à en rendre de compte à l'organisation [...]. Il n'y a pas d'effort fédéral pour orienter telle ou telle confédération dans une direction déterminée, pas plus que de tentatives pour conquérir des positions dans les appareils directeurs. Et nous pensons que c'est comme ça que les choses doivent être.<sup>11</sup> »

On ne pourra lire d'équivalence à cette déclaration de principe chez les Internationaux proches de Bakounine ou de Guillaume, pas plus que sous la plume de « faïstes », parce que ceux-ci et ceux-là pratiquaient exactement le contraire de ce qui y est écrit !

Giuseppe Fanelli n'a pas décidé sur un coup de tête de se rendre en Espagne pour y fonder une section de l'Internationale. Parce qu'il aurait été libre de le faire, ou quelque autre niaiserie. Non, le groupe de révolutionnaires auquel il faisait partie a jugé utile d'envoyer dans la péninsule Ibérique un militant expérimenté et compétent pour informer et éclairer les jeunes adhérents de l'AIT — on sait que de ce voyage résulta l'orientation socialiste révolutionnaire fédéraliste, autrement dit anarchiste, de la Fédération espagnole : Fanelli sut convaincre les plus actifs des militants, ceux qui allaient devenir l'armature et la direction de la

---

<sup>11</sup> BI, mai 2001, p. III-17, gr. Elisée-Reclus.

Fédération, et les armer pour résister aux intrigues des divers envoyés de Karl Marx.

A quoi aurait-il servi de constituer une Alliance internationale si les militants qui la composaient ne s'étaient, grâce à elle, informés mutuellement et coordonnés ?

Quant à la FAI, il suffit d'ouvrir l'ouvrage rédigé par Juan Gomez-Casas sur l'histoire de l'organisation spécifique<sup>12</sup> de l'anarchisme espagnol<sup>13</sup> et y lire les ordres du jour des congrès de cette glorieuse fédération pour constater que nos camarades espagnols s'intéressaient, comme individus et comme anarchistes fédérés, au détail de la vie sociale et syndicale. Et qu'ils ne se gênaient guère pour orienter « telle confédération dans une direction déterminée »<sup>14</sup>. Et ils avaient bien raison. Je me souviens d'ailleurs que Gaston Leval, pourtant scrupuleux et réticent quant au travail de tendance — et quelque peu réservé s'agissant des méthodes parfois expéditives des *compañeros* — considérait qu'une fédération anarchiste, ou socialiste libertaire, ça servait, entre autres, à ça !

La politique — ou plutôt l'absence de politique — décrite plus haut est la matrice principale de nos défaites historiques en Russie centrale lors de la Révolution de 1917-1920, comme le déclaraient ensemble Voline et Archinov, et en Europe occidentale. A l'exception de l'Espagne, seul territoire où les libertaires surent maintenir leurs positions jusqu'en 1939, surtout parce que la conception bakouninienne de l'organisation y fut hégémonique<sup>15</sup>.

Or est-il sérieux d'envisager de participer à un mouvement social contestataire, à des moments de rupture qui pourraient déboucher sur

---

<sup>12</sup> Voir annexe XXX.

<sup>13</sup> Disponible en anglais : J. Gomez-Casas, *Anarchist Organisation, the History of the FAI*. Black Rose Books.

<sup>14</sup> Un certain nombre de militants de l'époque, je pense à Angel Pestaña ou à Juan Peiro, pensaient même qu'ils en faisaient un peu trop...

<sup>15</sup> Le pacte de Besnard, Totti et leurs amis, conclu aux environs de 1920 entre des syndicalistes révolutionnaires convaincus qu'il fallait maintenir les Comités syndicalistes révolutionnaires puis la CGTU naissante hors de l'influence de l'Internationale communiste, fut une tentative de constituer une organisations pour résister à l'influence des « moscoutaires » et de leurs alliés dans le mouvement syndical. Cette initiative fut mal comprise et souvent dénigrée ; Besnard formulait alors les nécessités de l'heure et beaucoup de camarades libertaires n'y virent que de l'autoritarisme...

des tentatives révolutionnaires, voire tenter de les influencer, sans un minimum de cohésion politique et structurelle ? Toutes celles et tous ceux qui ont vécu ou observé les instants de bouleversement — modestes mais réels — qui ont secoué les sociétés d'Europe depuis quarante ans (mai 68 en France, en Italie et en Allemagne, le Portugal de 1974, la Transition en Espagne, les mouvements allemands de 1989, la grève de novembre et décembre 1995) ont pu constater l'importance décisive des quelques semaines d'effervescence et combien il est important alors de prendre des initiatives<sup>16</sup>, que ces initiatives aillent dans le même sens et qu'elles soient coordonnées.

Lorsque le mouvement libertaire espagnol, à Barcelone, à Valence, dans de nombreuses villes d'Andalousie brise le coup d'Etat militaire de Mola et Franco — alors que Séville la Rouge où est implanté le PCF tombe tout de suite — ne croyez-vous pas qu'il s'est agi de la résultante d'années de travail assidu de coordination, opéré grâce à la structure syndicale et à celle des groupes libertaires fédérés ? Chaque syndicat, chaque groupe syndical d'entreprise possédait son secrétaire à la défense, responsable des groupes d'autodéfense, qui se coordonnait avec tous les autres, formant sur tout le territoire sur lequel s'étendait la fédération locale des syndicats un organisme collectif de défense — c'est ce type de fonctionnement, qui s'étend sur toute l'Espagne confédérale, qui opère les 18 et 19 juillet 1936, avec le succès qu'on lui connaît...

Ce qui est vrai dans les occasions historiques l'est aussi dans l'activité et la lutte quotidiennes.

Le groupe Elisée-Reclus<sup>17</sup>, à propos d'Alternative libertaire et des syndicats Sud, et peut-être aussi de la gauche syndicale de la CFDT qui les a précédés, écrit les phrases suivantes, qui sont très intéressantes, parce qu'elles résument, a contrario, le problème : « AL a choisi [...] de gagner, en tant qu'organisation, une influence syndicale. Cela les a conduits dans le passé à s'allier avec la LCR dans des oppositions structurelles plus ou moins structurées. Les politiques proposées n'étaient pas, et ne sont toujours pas, élaborées par l'ensemble des syndiqués, et encore moins des travailleurs, mais par un marchandage entre des « élites » organisés séparément. C'est une manière de faire qui nous met

---

<sup>16</sup> Qu'on repense à juillet et août 1789, ou à août 1792...

<sup>17</sup> Ibidem, p. III-17.

mal à l'aise. Nous comprenons qu'individuellement, ou collectivement, des camarades jugent ces procédés utiles [...]. Par contre, nous nions avec la dernière énergie que cela doive être un choix collectif de l'ensemble de l'organisation. »

Ce texte appelle, nous semble-t-il, les remarques suivantes :

1. Les camarades du groupe E-Reclus ont rédigé de manière trop concise leur première phrase : « AL a choisi de gagner, en tant qu'organisation<sup>18</sup>, une influence syndicale. » Cette façon de dire laisse entendre qu'il serait possible qu'une organisation politique soit représentée en tant que telle dans les syndicats. Ce qui n'est pas autorisé dans le mouvement syndical français, si on excepte les syndicats d'enseignants réunis dans la FSU, survivance de la motion Bonnissel-Vallières de la scission de 1947-1948.

J'image que le groupe E-R veut dire que les camarades d'AL ont coordonné, à l'intérieur de leur organisation, leurs activités syndicales, réfléchi ensemble aux orientations qu'ils allaient proposer ou soutenir. Sur ces bases, des militants membres d'AL se sont portés candidats aux postes de responsabilité des syndicats et des sections dans lesquels ils militent ; certains de ces militants ont été élus par les syndiqués.

2. Je me demande sur quelle expérience concrète les camarades du groupe E-R s'appuient lorsqu'ils écrivent : « Les politiques proposées n'étaient pas, et ne sont toujours pas, élaborées par l'ensemble des syndiqués, et encore moins des travailleurs, mais par un marchandage entre des « élites » organisés séparément. »

Comment, de fait, sont élaborées les politiques syndicales, en particulier au niveau des entreprises et des branches professionnelles ? Les textes d'orientation, quelle que soit leur origine, sont examinés, discutés et amendés par les organes élus, commissions exécutives ou comités syndicaux, puis publiés par les organes de presse syndicaux pour être votés et adoptés par les syndiqués au moyen de votes lors d'assemblées générales ou de congrès. Telles sont les formes statutaires ; sont-elles respectées ? Dans certains secteurs, oui ; dans d'autres, plus ou moins. En tout cas, la manière de faire décrite par le groupe E-R n'existe pratiquement nulle part ; quelle que soit l'intensité du rôle dirigeant exercé par un groupe politique dans un syndicat, la décision, même si on consi-

---

<sup>18</sup> C'est nous qui soulignons.

dère qu'il ne s'agit que de formalisme, sera prise par une des structures du syndicat.

L'erreur de fond que répètent sans cesse nombre de militants libertaires ou d'ultra-gauche qui n'ont pas réellement milité dans le mouvement syndical, c'est qu'ils ignorent l'existence de la démocratie syndicale — qui n'est, pour eux, qu'une farce ou un attrape-nigauds. Or aucune opposition ou gauche syndicale ne peut se développer ni même perdurer si elle ne respecte et promeut la démocratie syndicale, c'est-à-dire, en dernière analyse, qu'il soit fait en sorte que les adhérents s'expriment dans les instances du syndicat. Parce que la force de la gauche syndicale, c'est la démocratie directe. C'est grâce à l'appui qu'elle peut ainsi obtenir de la base qu'elle peut résister à la bureaucratie centrale. Qu'il y ait « marchandage » — le mot choisi est porteur de dénigrement et de mépris, sans doute parce qu'il n'y a pas de « marchandage » entre les anarchistes — ou plutôt contacts et négociations entre les minorités actives présentes dans le syndicat, ou entre des groupes ou des fractions, alliés un jour et opposés le lendemain, peut-être ; mais il s'agit d'une erreur fondamentale de penser que la décision finale, la décision syndicale s'acquiert par ce moyen-là. La décision s'obtient par un vote, à la commission exécutive, à l'assemblée générale, au congrès, après un débat contradictoire et souvent en compétition avec d'autres propositions.

Ce que ne comprennent pas les camarades du groupe E-R, c'est que la démocratie syndicale est faussée, ou même quasi supprimée parfois, en raison de l'activité des fractions politiques, qui tentent de faire adopter par le syndicat les positions du parti auquel la fraction adhère, souvent à l'aide de procédés manipulateurs.

Deux exemples illustreront cette question :

En 1980, avant l'élection présidentielle, la totalité de l'appareil du PCF présent dans les directions de la CGT — ce sont très souvent les mêmes personnes — s'est mobilisée pour que les diverses organisations de la confédération appellent à voter en faveur de Georges Marchais ; la plupart des adhérents de la CGT ignoraient que pratiquer ainsi était anti-statutaire, et les militants du PCF se gardaient bien de les en informer... Ce sont les adhérents des autres partis, des syndicalistes partisans déterminés de l'indépendance syndicale et des libertaires qui durent rappeler la direction confédérale au respect des statuts, à savoir qu'il n'était pas

dans la nature d'une confédération syndicale de lancer des consignes de vote politiques.

En 1975-1980, les militants trotskistes de l'OCI actifs dans les syndicats parisiens du Livre CGT, et tout particulièrement, hélas ! au Syndicat des correcteurs, y reprirent leur mot d'ordre du moment — un de leurs habituels gadgets agitateurs — qui proposait d'obtenir du patronat une prime de vie chère.

Pourquoi pas..., répondait-on dans les entreprises. Puis, quelques militants, notamment libertaires, firent remarquer que dans des industries régies par des conventions collectives comportant l'échelle mobile des prix et des salaires, avec déclenchement à + 2,5 %, comme dans le livre ou la presse, la notion même de prime de vie chère — c'est-à-dire un rattrapage brusque de pouvoir d'achat parce que le différentiel dû à l'inflation s'était trop accru — ne signifiait rien, ou presque.

Le mot d'ordre adapté à la situation était donc une revalorisation de salaire, hors de la question de l'échelle mobile, qu'on pouvait justifier parce que les indices de référence, en l'occurrence ceux de l'Insee, ne mesuraient pas complètement l'inflation ; on outre, une revalorisation est permanente, à la différence d'une prime. Et nous voilà partis, avec inscrit sur notre petite bannière : Revalorisation des salaires !

Quelle fureur ne reçûmes-nous pas en réponse des petits copains de l'OCI, totalement déchainés de rage qu'on pût ainsi interpréter leur mot d'ordre. Ils se moquaient bien que les revendications soient correctement formulées ; ce qui les intéressait, c'était que les syndicats appliquent leur consigne, pour affirmer leur rôle dirigeant. Et que ce soient des « anars » qui se soient permis d'ergoter sur des pourcentages les enrageait encore plus... L'affaire n'eut pas de suite, heureusement. Adopter leur mot d'ordre aurait signifié envoyer une délégation ouvrière se faire déchirer par les vieux renards de négociateurs du syndicat patronal.

Ajoutons, pour la petite histoire, que, quelques années plus tard, la CGT, en pleine phase gauchiste, lança, elle aussi, une revendication de prime de vie chère ; le même processus se reproduisit, cette fois avec les « orthodoxes » ; les militants du PCF étant moins bornés que ceux de l'OCI, la position de revalorisation fut adoptée, et lorsque nous nous présentâmes devant le syndicat patronal, sa délégation avait la tête des mauvais jours. « Il va falloir encore payer ! » pensaient-ils sans doute.

Le travail des libertaires dans le syndicalisme, me semble-t-il, est, outre l'animation des luttes et des débats, de créer et de faire fonctionner des contre-fractions libertaires et syndicalistes, dont l'activité principale sera le rétablissement ou le maintien de la démocratie syndicale ainsi que la lutte contre les tentatives de manipulation des fractions politiques.

Cette contre-fraction, qui doit être organisée, exige une coordination, des débats internes, un suivi régulier des affaires syndicales, l'observation attentive des candidatures aux postes de responsabilité, la vérification de la régularité des élections, la vigilance sur la tenue des assemblées générales. Elle implique également une politique de création de tribunes libres dans les bulletins syndicaux, de propositions de rotation des mandats, en particulier pour les postes de permanents, etc.

Si le Syndicat des correcteurs CGT n'est pas tombé entre les mains de l'OCI, de la LCR, des écologistes alliés aux socialistes — et à la coalition des trois derniers groupes cités — entre 1968 et 1993 (je parle pour la période où j'y militais activement), s'il a réussi à résister aux diverses manœuvres de déstabilisation et d'absorption mises en œuvre par la bureaucratie de la Fédération du livre, c'est essentiellement parce que les libertaires — A. Devriendt, R. Berthier, Th. Porré, F. Gomez, J. Nuevo, moi-même et quelques autres —, alliés de manière serrée à quelques bons camarades syndicalistes, y constituèrent une contre-fraction aussi discrète dans ses apparitions qu'efficace dans la coordination de ses membres. Une information régulière sur les décisions et les ordres du jour, la préparation des assemblées générales, la dénonciation publique des manœuvres des fractions, la présentation de candidats aux élections syndicales permirent de faire échouer toutes les tentatives de prise de contrôle, nombreuses et répétées : quel porte-parole aurait pu être ce syndicat presque centenaire de la CGT pour les sectes trotskistes ! Quant à l'appareil confédéral, la disparition du Syndicat des correcteurs aurait signifié un souci de moins, puisque ce dernier intervenait à chaque fois que le bureau confédéral négligeait d'appliquer les statuts...

Il s'agit là d'une toute petite expérience. Mais multipliez-la par 10 ou 50 ou 100 et vous verrez bien des choses syndicales changer !

J'ajouterai que c'est en constatant cette pratique-là que j'ai commencé à penser — moi qui viens de la Révolution prolétarienne, où



on n'aimait guère « les partis et les sectes » — que les groupes spécifiques pouvaient servir à quelque chose.

3. Le groupe E-R commet la même erreur que celle faite par la direction de la CFDT lorsque cette dernière a décidé d'exclure les responsables de ses syndicats parisiens des PTT : « Ce ne sont que des « élites organisés séparément » dont la politique n'est pas élaborée par l'ensemble des syndiqués », pensait-elle. « Il suffira de chasser ce petit groupe de gauchistes, continuait-elle, pour retrouver tous nos bons syndiqués abusés. »

Manque de chance pour M<sup>me</sup> Notat et consorts : il y avait bien relation et confiance entre la base, les syndiqués, et celles et ceux que la direction a exclus sans autre forme de procès. On connaît la suite ; aujourd'hui, Sud-PTT regroupe près de 13.000 adhérents ; Sud-Rail gagne sur la CGT, etc. Lorsque M. Seillière parle en privé à Nicole Notat, sans doute lui conseille-t-il d'y aller doucement avec les exclusions, sinon, bientôt, pourraient apparaître de encore nouveaux syndicats ; et tout ça, ensemble, pourrait peut-être gêner la libéralisation en cours...

4. Le point de vue défendu par le groupe E-R, sans doute partagé par beaucoup de membres de la FA, qui prétend que celle-ci ou les organisations anarchistes n'ont pas à organiser et coordonner l'activité de leurs membres dans le mouvement social et les syndicats peut s'assimiler à une capitulation sur le terrain social, à rendre les armes sans combattre devant les post-staliniens, les sociaux-démocrates et les trotskistes, sans oublier, demain, les Verts<sup>19</sup>... Elle justifie et prépare les abandons et les défaites futurs. Ce qui devrait mettre « mal à l'aise » les anarchistes, ce n'est pas ce genre de travail, c'est plutôt que les sociaux-démocrates et les staliniens, à dater de 1920, ont expulsé, en France, les libertaires du mouvement ouvrier organisé. Ecrire « nous nions » que la coordination des militants de la FA dans le mouvement social et syndicat « doive être un choix collectif de l'ensemble de l'organisation » revient à avouer que la Fédération anarchiste ne se donne pas les moyens d'être une organisation révolutionnaire !

---

<sup>19</sup> Il est sans doute nécessaire de préciser que ces phrases ne s'appliquent nullement à la CNT française, syndicat d'orientation anarchosindicaliste et syndicaliste révolutionnaire, où le travail de contre-fraction apparaît, aujourd'hui, comme inutile.

## **La Fédération anarchiste n'est pas une fédération au sens plein du terme**

La comparaison avec la pratique des organisations anarchistes spécifiques du passé, comme l'AIDS de Bakounine ou la FAI, sans même parler du Nabat, montre à l'évidence que la FA ne remplit pas le rôle qu'on pourrait attendre légitimement d'une fédération libertaire.

Cette insuffisance se constate également dans la conception qu'elle applique du fédéralisme. Le fédéralisme de la FA est un fédéralisme a minima, qui correspond à la nature du mouvement après la crise et l'effondrement dus à la constitution de la Fédération communiste libertaire (FCL) et à l'exclusion des personnes et des groupes qui s'opposaient à Georges Fontenis et à l'Organisation pensée et bataille (OPB).

La nouvelle FA reconstituée, composée de peu de personne, souvent des militants anciens et formés [M. Joyeux, P. Rosel, S. Chevet, M. Laisant, A.. Devriendt à Paris ; A.. Prudhommeaux et M. Fayolle à Versailles ; Perrisaguet à Saint-Étienne ; les frères Lapeyre, J. Barrué à Bordeaux pour les plus connus], se donna des structures minimales qui, à l'époque, ont dû paraître suffisantes — elles l'étaient sans doute. Il s'agissait surtout de survivre et de maintenir un lieu libertaire dans un contexte qui était celui, tout à la fois, de la guerre froide, de la domination des staliniens sur une grande partie du mouvement ouvrier et du commencement de ce que, plus tard, on appellera les Trente Glorieuses. Cette dernière période, comme on le sait, verra se développer, en Europe de l'Ouest, une telle augmentation de la production et de la consommation que les conditions de vie des travailleurs salariés en seront réellement changées (conventions collectives, droits syndicaux à l'entreprise, accession à la petite propriété individuelle, congés payés en accroissement continu, quasi plein emploi [30.000 chômeurs vers la fin des années 50], lente et progressive augmentation du niveau de vie).

Aujourd'hui encore, la Fédération anarchiste conserve dans ses structures le souvenir du trauma profond que fut la captation de l'organisation, de son local et du journal fédéral par un groupe de personnes constituées en fraction : unanimité des fédérés réunis en congrès nécessaire pour prendre une orientation qui concerne la fédération ; absence de vote majoritaire au sein d'un comité de relations qui, de toute façon, ne peut rien arrêter s'agissant des questions de fond ; des secrétaires responsables « individuels » seulement devant le congrès, c'est-à-dire, en

fait, si l'on s'en tient à la lettre des principes de base, où il est seulement dit qu'il peut « s'entourer [...] d'un ou plusieurs militants », incontrôlés pendant un an.

Ceux et celles qui ont fondé la nouvelle Fédération anarchiste ont sans doute vécu l'affaire comme une sorte de hold-up. Pour se garantir qu'à l'avenir rien de pareil ne pourrait jamais se reproduire, ces derniers prohibèrent définitivement quelque application que ce fût du vote majoritaire dans la FA ; seul a été conservé le scrutin à l'unanimité, sous une forme négative puisqu'on n'y peut adopter quelque chose que si aucun des présents au congrès ne s'y oppose...

Cette étrange réaction s'explique par la pratique même de ceux qui s'étaient organisés en OPB, telle que j'ai pu la lire décrite dans le *Rapport du groupe Kronstadt*, si je ne m'abuse, probablement écrit par Christian Lagant, dont on doit bien trouver encore, de ci de là, quelques exemplaires.

Pour contrôler une organisation qui pratique le vote majoritaire, pour définir à sa place son orientation, quelle qu'elle soit, il suffit simplement qu'une fraction soit majoritaire dans la majorité ou la totalité des instances décisionnelles. Simplement, à chaque fois, la moitié plus un des membres de ladite instance... Cela est vrai du comité ou du bureau fédéral, des comités régionaux, des secrétariats des principaux groupes jusqu'au congrès — où il s'agit de voter par mandats — et jusqu'au comité de rédaction du journal. Il n'est pas nécessaire d'être très nombreux, surtout si, en même temps, on peut occuper plusieurs responsabilités ; il faut seulement être disciplinés et sans scrupules...

C'est une vieille technique, celle du noyautage, aussi vieille que les jésuites et les francs-maçons, dans laquelle les staliniens, grâce à leurs fractions et à leurs « compagnons de route », étaient passés maîtres.

Une fois conquises les principales instances, l'organisation d'origine est totalement privée de son droit à l'autodétermination. C'est la fraction, qui fonctionne alors comme un parasite, qui décide de tout sans partage ; si des parties du mouvement sont trop réticentes ou commencent à s'organiser en une résistance commune, on les expulse sous divers prétextes.

Par réaction et pour se prémunir d'un retour possible de pareilles violences, on peut en supprimer radicalement le moyen : le suffrage majori-

taire, et en réduire au minimum le champ d'action : les instances décisionnelles.

On trouve alors la forme actuelle de la FA. C'est-à-dire un système d'une extraordinaire inefficacité si on envisage quelque jour de devoir prendre des décisions collectives — par exemple en cas de conflit social grave — qui engagent ensemble dans l'action un certain nombre de militants.

Parce qu'une des conséquences de cette éradication quasi totale des instances, outre la transformation d'une commission administrative fédérale en un comité de relations croupion sans responsabilités, c'est la suppression de toutes les structures intermédiaires entre le groupe et la fédération. C'est-à-dire la disparition d'un des éléments constitutifs d'une vraie fédération, tel que l'affirme Bakounine dans son discours connu sous le nom de *Socialisme, fédéralisme et antithéologisme* : Pour être vraiment une fédération, il importe qu'il existe au moins un échelon entre le groupe de base, ou la commune, et l'instance fédérale, la fédération.

Nos camarades de l'historique FA ibérique, aussi anarchistes que nous et tout aussi attachés à leur autonomie — mais qu'ils n'opposaient pas, là encore, à la coordination avec les autres —, l'avaient bien compris. La structure de base de la FAI était le groupe affinitaire — affinité personnelle ou selon un projet partagé — qui se fédérait localement, par ville ou par groupe de villages, avec les autres groupes affinitaires, de proche en proche jusqu'au comité péninsulaire.

Le modèle organique de la FA ne semble avoir été élaboré que pour favoriser l'action individuelle ou seulement groupe par groupe. N'importe quelle personne, à condition d'affirmer qu'elle est anarchiste, peut faire en son nom tout ce qui lui semble bon ; il en ait résulté pour la FA, en conséquence, divers déboires sur lesquels je ne reviendra pas<sup>20</sup>. Quoi

---

<sup>20</sup> Je reste confondu depuis toujours par l'esprit de chapelle et ses excès, qui affirme que l'organisation à laquelle on appartient est toujours dans son bon droit, qu'elle a raison, qu'elle a toujours eu raison. Que cette situation est éternelle et que tous les autres sont des sots ou des canailles ; la Fédération n'est nullement exemptée de ce travers par quelques-uns de ses militants.

Je ne résiste pas à la tentation de vous citer la dernière extravagance sectaire en date dont j'ai eu connaissance. On lit, p. III-2 du BI de février 2001, la perle suivante ; « Comme les staliniens à propos de mai 37, Spadoni reconnaît s'être énervé, en nous intentant un procès politique, mais c'était pour notre bien »

On imagine aisément Patrice Spadoni, revêtu d'une veste de cuir fauve serrée à la ceinture, le pistolet chargé à la main, se lançant à l'assaut du central téléphonique du 145 de la rue Amelot, à la

que ce soit peut être proposé<sup>21</sup> ...

Une telle structure, qui semble s'adresser plutôt à des surhommes — et des surfemmes, bien sûr — qu'à des humains ordinaires, n'encourage nullement la formation du lien de solidarité ; un tel sentiment n'apparaît le plus souvent que par la participation commune à une lutte collective.

Faut-il voir dans cet excès d'individualisme l'origine de l'exaspération permanente des oppositions de personnes et de groupes, qui transforme souvent les congrès en foire d'empoigne ?

Des camarades objecteront, sans doute, que depuis quelques années des modifications sont apparues ; des unions régionales ou locales ont été constituées ; les comités de relations élargies permettent des débats moins affrontés et plus riches que les congrès...

Ces réformes, indiscutablement positives, ne sont pas « statutaires » ; elles résultent d'initiatives de personnes et de groupes. Un retour en arrière est toujours possible, comme le démontre le dernier congrès en date. La règle de l'unanimité fait que tout ce qui se construit s'édifie sur du sable, que les plus heureuses initiatives peuvent être mises à mal, anéanties par une minorité de blocage dont le seul objectif est que rien ne change jamais...

---

tête d'une troupe de policiers et de nervis plates-formistes ; pendant ce temps, son complice Thierry Renard, pourquoi pas ? assassine le Camillo Berneri de notre temps puis fait inhumer sa dépouille dans la cour du local des Sud parisiens ?

En outre, je me demande si je n'ai pas rêvé qu'il ait jamais existé un adhérent de la FA qui se faisait surnommer Lympham. Qui inonda quelque temps nos milieux d'ordureries racistes et crypto-nazies. Qu'un congrès de la FA ne réussit pas, cette fois encore, à réunir une unanimité pour le mettre dehors (deux camarades, à la suite de cela, claquèrent la porte ; ils revinrent pas la suite). Qu'il a fallu que le crypto-nazi démissionne, après. Grâce à un procédé dont je n'ai pas eu connaissance. Peut-être celui qui était couramment employé au temps de Maurice Joyeux. En effet, à ce moment-là, de la même manière que certains royalistes sont partisans de la monarchie absolue tempérée par le régicide, quelques anarchistes n'acceptaient l'unanimité que tempérée par le coup de pied au cul...

Enfin, l'outrance de telles comparaisons : Alternative libertaire assimilée aux staliniens espagnols assassins de nombre de nos camarades, montre combien est grande la peur panique du débat et de l'ouverture vers d'autres composantes. Plutôt raconter n'importe quoi — vous conviendrez que cette expression s'impose — que d'avoir ne serait-ce qu'un contact avec... ceux-là ! Ah ! Pouah !

<sup>21</sup> On a vu, il y a quelque temps, des personnes, dont la motivation exclusive résidait dans une hostilité forcenée à toute alimentation carnée, confondre cette opinion avec l'anarchisme ; la Fédération devrait, disaient-ils, organiser des campagnes sur ce thème-là...

## La Fédération anarchiste n'est pas une organisation synthésiste

Bien que la FA prétende être synthésiste, dans le sens donné à ce terme par Faure et Voline, dans les faits, il n'en est rien, quand on examine ces derniers avec un minimum d'objectivité.

Quelques mots s'imposent d'abord au sujet de la Synthèse anarchiste. Celle-ci, telle qu'en parle Voline, aurait été le produit, en Russie, durant les événements de 1917-1920, de la nécessité : formuler un corpus idéologique qui permettait de créer une organisation libertaire unifiée, alors que de fortes oppositions théoriques divisaient les groupes existants<sup>22</sup>. En novembre 1918, continue Voline, au cours d'un congrès de la Confédération anarchiste de l'Ukraine *Nabat*, fut adoptée une *Déclaration* qui permettait, selon notre camarade russe, aux anarchistes de « prendre part à la création d'un mouvement unifié ».

Voline précise le contenu idéologique de cette *Déclaration* de la manière suivant :

« 1. *Admission définitive du principe syndicaliste, lequel indique la vraie méthode de la révolution sociale ;*

« 2. *Admission définitive du principe communiste (libertaire), lequel établit la base d'organisation de la société nouvelle en construction ;*

« 3. *Admission définitive du principe individualiste, l'émancipation totale et le bonheur de l'individu étant le vrai but de la révolution sociale et de la société nouvelle. »*

Et Voline continuait : «... *Nous ne nous représentons pas cette unification comme un assemblage « mécanique » des anarchistes de diverses tendances en une sorte de camp bigarré où chacun resterait sur sa posi-*

---

<sup>22</sup> « Ce fut surtout en Russie, lors de la révolution de 1917, que la nécessité d'une telle unification, d'une telle synthèse, se fit sentir. Déjà très faible matériellement (peu de militants, pas de bons moyens de propagande, etc.) par rapports à d'autres courants politiques et sociaux, l'anarchisme se vit affaibli encore plus, lors de la révolution russe, par suite des querelles intestines qui le déchiraient. Les anarchosyndicalistes ne voulaient pas s'entendre avec les anarchistes-communistes et, en même temps, les uns et les autres se disputaient avec les individualistes. [...] Persécutés et finalement chassés de la Grande Russie par le gouvernement bolcheviste, quelques-uns de ces camarades s'en allèrent militer en Ukraine, où l'ambiance politique était plus favorable, et où, d'accord avec quelques camarades, ils décidèrent de créer un mouvement anarchiste unifié recrutant des militants [...] sans distinction de tendance. » Toutes les citations de Voline qu'on lira dans cette partie de l'exposé sont tirées de son article « Synthèse » de l'*Encyclopédie anarchiste*, p. 2708 à 2711.

tion intransigeante. Une telle unification serait non pas une synthèse mais un chaos [...].

« Il faut commencer immédiatement un travail théorique cherchant à concilier, à combiner, à synthétiser nos diverses idées [...]. Cet ensemble devra être accepté par tous les militants sérieux et actifs de l'anarchisme comme base de formation d'un organisme libertaire uni [...].

« Ce n'est que dans l'ambiance d'un élan commun, ce n'est que dans les conditions de recherche de thèses justes et leur acceptation que nos aspirations [...] seront utiles et fécondes. Quant aux disputes et aux polémiques entre de petites chapelles prêchant chacune « sa » vérité unique, elles ne pourront aboutir qu'à la continuation du chaos actuel, des querelles intestines interminables et de la stagnation du mouvement. »

Et Voline concluait son raisonnement et son appel avec les phrases suivantes, hélas ! toujours d'actualité pour l'essentiel :

« Face aux grandes tâches qui nous attendent, il est indigne, il est honteux de nous occuper de [...] mesquineries. Les libertaires devront s'unir sur la base de la synthèse anarchiste<sup>23</sup>. Ils devront créer un mouvement anarchiste uni, entier, vigoureux. Tant qu'ils ne l'auront pas créé, ils resteront en dehors de la vie. »

---

<sup>23</sup> On doit constater le fait suivant, indiscutablement paradoxal : les deux théories anarchistes de l'organisation, en tout cas les principales s'agissant du mouvement français, ont été élaborées et écrites par deux militants dont l'activité révolutionnaire s'est déroulée en même temps, durant les mêmes événements, au sein de la même organisation. Chacun des deux participants en a tiré qui, Voline, la Synthèse ; qui, Archinov, la Plate-Forme. Chacun d'eux et leurs amis respectifs ont été à l'origine, ensuite, d'une violente controverse pluridécennale...

Je n'ai pas l'outrecuidance de penser pouvoir résoudre aujourd'hui la divergence ; il m'apparaît néanmoins que le point de rupture se situe dans la manière dont chacun des deux auteurs envisageait l'intervention des anarchistes au sein des « vastes masses populaires », pour s'exprimer comme ils le faisaient.

Si Archinov proposait comme objectif « d'anarchiser » ces masses populaires et que les anarchistes se hissent, si nécessaire, de par leur travail d'organisation, à la direction des divers mouvements populaires, comme le fit, notez-le bien, Nestor Makhno, en devenant président du soviet paysan et ouvrier de Goulai-Polié puis commandant de l'Armée insurrectionnelle (voir l'Annexe II), Voline leur assignait les tâches suivantes : « Notre rôle, dans cette réalisation [celle de la révolution sociale], se bornera à celle d'un ferment, d'un élément de concours, de conseil, d'exemple. »

La nuance, comme on le voit, n'est pas mince. S'agissait-il d'une vraie opposition politique ou de la projection dans l'activité pratique de l'incompréhension de l'homme d'action et de l'homme d'étude, qui parfois vire à l'hostilité ? Qui pourra jamais le dire...

L'actuelle FA n'est pas un « chaos » parce que les tendances traditionnelles de l'anarchisme s'y affrontent ; elle l'est, ô combien, parce que les principes constitutifs de l'organisation synthésiste n'ont pas été appliquées lorsque ses structures, sa manière d'être ensemble, en un mot son fédéralisme ont été mis sur pied.

Peut-être une situation d'opposition et de disputes entre les tendances historiques serait-elle plus profitable, plus formatrice, pour les adhérents de la Fédération et le mouvement tout entier, que les « mesquineries » récentes.

Je dois vous confier que les dernières querelles (les dernières en date, parce que, si c'étaient les dernières, je serais peut-être resté !) m'ont inexorablement fait songer à la guerre qui aurait dressé les habitants de Lilliput contre leurs voisins, si on en croit le voyageur Gulliver, parce qu'une divergence les opposait sur la manière d'ouvrir, une fois cuits, les œufs à la coque. Les uns, Gros-Boutiers, jugeaient insupportable, inexpiable même que le peuple d'au-delà la frontière ait l'indécente habitude d'ouvrir les œufs par le petit bout ! Les seconds, qu'ils nous faut bien désigner comme les Petits-Boutiers, professaient pour les premiers des sentiments aussi déterminés dans l'indignation : « Par le gros bout, mais c'est insensé ! » Et tous ensemble étaient prêts à apprendre, par la guerre, la bonne manière de faire à leurs voisins...

Supposez que le pamphlétaire irlandais vive encore et qu'il lui prenne la fantaisie de prendre pour cible nos petits travers. Ceux qui se sont révélés au sujet des groupes belges ainsi que des adjectifs « française » et « francophone » — nous autres qui déclamons, à grands cris et à tout bout de champ, que nous sommes antipatriotes, internationalistes ou même, selon certains, anationalistes. Et imaginez que les mannes du vieux Jonathan projettent, de par le monde, merveilleusement moquée par son génie, une telle image ridicule des « anarchistes organisés »...

On ne peut qualifier le modèle organisationnel de Voline de plural, ou de pluraliste — il ne sera plural qu'au-delà, si on peut dire ainsi, du corpus idéologique commun qui résulte de l'acceptation par tous les fédérés des trois principes fondamentaux décrits plus haut, dont l'accepta-



tion est déclarée « définitive »<sup>24</sup>. Puisque tel est le contrat de base qui permet la constitution de l'organisation.

Relisez-les soigneusement, s'il vous plaît, ces trois principes.

Le troisième d'abord, le principe *individualiste*.

Sa formule résume bien l'objectif réel du mouvement libertaire, *l'émancipation et le bonheur des individus des deux sexes*, de chacune et de chacun d'entre nous, compris comme entité biologique unique et non comme une abstraction politique et philosophique. En ce sens, l'anarchisme est un humanisme qui s'adresse à l'ensemble de l'humanité vivante et non pas seulement à telle ou telle classe sociale ou groupe ethnique. Le but de tout le mouvement libertaire est d'organiser la société afin que chacune et chacune des individus y soit libre, affranchi des vieilles dominations, celles qui résultaient des sociétés à ordres ou à classes sociales, appuyées sur leurs appareils d'Etat de police, de justice, de prisons et d'armée ; de l'émanciper de la pauvreté et de la misère, ainsi que de la recherche acharnée de la richesse. Ces conditions sont nécessaires, pensent les libertaires, pour que les individus ainsi émancipés puissent réaliser librement leurs aspirations, vivre ici ou là comme ils l'entendent ; alternativement étudier ou produire ; vivre, simplement, et rechercher le bonheur, c'est-à-dire ce que chacun comprend par ces mots-là...

Voilà bien le but final de l'anarchisme, qu'on peut d'ailleurs penser comme asymptotique, quelque chose qu'on approche toujours sans l'atteindre jamais.

La base d'organisation, d'aucuns diraient le mode de production, qui permet cette émancipation et rend possible, pour toutes et tous, la recherche du bonheur, c'est *le communisme*, dont tous les anarchistes, affirme la Synthèse de Voline, doivent reconnaître comme leur le principe. Lequel se définit par la formule suivante, « de chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins ». Si le socialisme, disait Kropotkine, est la collectivisation de la production, le communisme est la socialisation de la consommation. Cette dernière doit être libre, chacune et cha-

---

<sup>24</sup> Si Voline écrit « définitive », c'est, j'imagine, pour éviter qu'un ou plusieurs camarades, après quelques nuits de veille, de discussion et de méditation, entreprennent de rediscuter, de réexaminer, de reprendre, de redéfinir, de revoir la validité d'un de ces trois principes.

cun consommant en fonction de ses besoins et de ses envies. Les biens seront distribués selon ces derniers critères et non vendus ou échangés.

Sans doute, est-il besoin de préciser que ce communisme-là ne peut être confondu avec le « communisme » d'Auguste Blanqui ou encore celui de Karl Marx, dont le point commun est l'organisation « socialiste » de la société au moyen d'un Etat, qu'on dénomme libre, démocratique, populaire, prolétarien, temporaire, etc<sup>25</sup>.

Pour cette raison, et parce que la confusion pouvait apparaître après l'apparent succès des bolcheviks, les libertaires ont pris l'habitude d'ajouter l'adjectif « libertaire », ou « libre », à « communisme » pour exprimer la manière dont ils proposent d'organiser la production et la consommation de la société humaine.

Aujourd'hui, en ce commencement du XXI<sup>e</sup> siècle et après les événements dramatiques qui se sont produits durant le siècle passé, il est sans doute indispensable de repenser le contenu concret de ce communisme libre ou libertaire ; les principes qui l'ont fondé demeurent inchangés mais la forme doit en être repensée pour l'humanité de maintenant. La solution du problème social, et donc la question de la libération de l'émancipation tout entière, ne peut se trouver « ni dans la communauté ni dans la propriété », résumait Pierre-Joseph : les cent dernières années ont montré clairement combien les analyses de notre Bisontin préféré étaient pertinentes. L'adoration de la communauté — le communisme d'Etat — qui a dominé pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle a quasi fait mourir l'espoir socialiste, comme la propriété et sa religion ont dévoré les républicains et les sociaux-démocrates.

L'anarchisme entendu comme socialiste non étatique est la seule idéologie qui peut encore porter la revendication d'une nouvelle société humaine, à la condition de savoir traduire ses idées-forces dans le langage de notre temps, de montrer leur pertinence comme contre-propositions à la mondialisation libérale. Afin qu'il interpelle avec une vigueur toujours croissante les habitants de la troisième planète du système solaire, parce que son projet fournit une solution à nombre de questions qui agitent l'espèce humaine depuis le commencement des âges historiques.

---

<sup>25</sup> « ... qui commence dès maintenant à disparaître », écrivait Lénine, en 1917, dans *l'Etat et la Révolution*, marquant un franc sens de l'humour, peut-être involontaire.

Quant au dernier principe « définitif » que Voline déclare nécessaire, le principe « syndicaliste »<sup>26</sup>, il faut l'entendre dans son sens original, c'est-à-dire comme synonyme de l'activité et l'organisation des « vastes masses populaires » hors de l'influence de l'Etat, du capital et des partis politiques<sup>27</sup>.

J'oserai vous faire remarquer, en outre, que ce principe-là s'applique, dans la pensée de Voline, à l'activité pratique, à ce qu'on fait tous les jours. A ce que devrait faire une fédération anarchiste synthésiste.

A savoir faire tout son possible pour mettre sur pied, ou renforcer, ou défendre, une organisation populaire « de masse » nationale et internationale, bâtie sur un mode fédéraliste vrai et dont l'orientation est la subversion de l'ordre établi, suivie de la reconstruction de la société humaine sur une base égalitaire et libertaire, ce que le principe précédent appelle communisme « libertaire ».

Notre bon camarade Voline, d'ailleurs n'invente guère ; il rédige, dans la langue de son temps, des orientations politiques proches de celles que Michel Bakounine développait dans divers textes, en particulier « Protestation de l'Alliance », afin de renforcer dans l'Internationale — l'organisation des masses exploitées et opprimées — l'influence des libertaires.

Dans l'article « Lutte des classes » de l'Encyclopédie anarchiste<sup>28</sup>, Voline expose la question de la manière suivante :

*« Ils [la majorité des anarchistes] déclarent que l'anarchisme est justement, essentiellement la conception susceptible de concilier, de satisfaire, aussi bien théoriquement que*

---

<sup>26</sup> Aujourd'hui, pour la majorité de nos contemporains et afin d'être correctement compris, le principe « syndicaliste » devrait s'écrire principe de « l'activité autonome des masses ».

<sup>27</sup> « Une objection est faite assez souvent aux anarchistes, surtout par les « communistes » autoritaires. Si ce ne sont ni le parti politique, ni l'Etat ouvrier, ni la dictature du prolétariat qui guideront l'action, la lutte de la classe ouvrière, la révolution sociale, qui assureront leur succès, leur victoire et la solidité de celles-ci, qui sera-ce alors ? Quelle seront les forces, les éléments et les organisations qui mèneront au succès complet toute cette lutte formidable et compliquée des classes exploitées et opprimées ? Les forces et les éléments ? Mais ce seront, naturellement, les classes exploitées et opprimées elles-mêmes. Les organisations ? Les syndicats révolutionnaires. C'est le syndicalisme révolutionnaire qui donne aux partis politiques une réponse concrète. » V. M. Voline, cité par *les Temps maudits*, n° 2, 4<sup>e</sup> de couverture.

<sup>28</sup> p. 339.

*pratiquement, les trois sortes d'intérêts paraissant contradictoires : ceux des classes exploitées, travailleuses, ceux de l'humanité, ceux de l'individu. Les anarchistes affirment qu'il n'y a pas lieu d'opposer ses trois sortes d'intérêts, mais qu'il faut, au contraire, s'efforcer de les rapprocher, de les souder [...]. L'une des tâches les plus pressantes de l'anarchisme est celle d'apporter à la synthèse de ces trois éléments : lutte des classes, mouvement humanitaire et principe individuel, le plus de précision possible. Ce serait le moyen le plus sûr de mettre un terme à la dispersion des anarchistes, d'activer leur unification. Or cette tâche exige préalablement la définition plus exacte des notions : « classe » et « lutte des classes ». Ce n'est que par cette voie qu'on pourra arriver à une formule plus nette et plus complète, qui réconciliera définitivement, dans une motion harmonieuse et entière, les trois éléments en question, et précisera leur rôle respectif : la lutte des classes comme méthode ; l'organisation sociale humanitaire comme résultat de la victoire et de l'émancipation des classes opprimées, et aussi comme base matérielle de tout progrès social et individuel ; la liberté, l'épanouissement illimité de l'individualité, comme le grand but de toute l'évolution sociale. »*

Il résulte de ces déclarations de principes quelques éléments d'application :

1. La préoccupation permanente de l'organisation synthésiste des anarchistes, en application du principe « syndicaliste », est l'activité autonome des masses opprimées et exploitées, dans ses diverses manifestations, dont la forme historique peut varier (groupes autonomes d'entreprise, de quartier, de travailleurs, de chômeurs, d'étudiants, de consommateurs, de locataires, de sans-logis ; syndicats de salariés et d'artisans locaux de métier et d'industrie ; confédérations syndicales ; associations par centre d'intérêt, de solidarité et d'entraide, pour l'étude et le culture populaire...). Le travail concret d'influence dans cette galaxie des initiatives populaires est, ou devrait être, l'essentiel même de l'activité des anarchistes organisés dans une fédération synthésiste : il vise à constituer, en fédérant le plus de groupes possible, et en faisant connaître les

tactiques et la stratégie de l'anarchisme, un mouvement révolutionnaire des masses opprimées et exploitées.

Comme l'essentiel des recherches et des réflexions théoriques porte sur l'affinement du principe communiste et les conditions de sa mise en œuvre.

2. On pourrait déduire du tout ce qui précède, surtout du primat du principe « syndicaliste » parce que ce dernier préside à l'action, que l'organisation elle-même et son fédéralisme de fonctionnement seraient conformes aux modes opératoires élaborés par les anarchistes dans l'Internationale antiautoritaire d'après 1872, le syndicalisme révolutionnaire des premières années de la CGT et l'anarchosyndicalisme de la CNT historique.

Or ces formes organiques comprennent un fédéralisme à la Bakouline, ou à la Proudhon<sup>29</sup>, qui possède plusieurs niveaux — le local, le départemental, le régional, le national, l'international.

En outre, ces fédéralismes-là pratiquent le... vote. Majoritaire. Parce que, quoi qu'il arrive, il est impossible d'accepter quelque chose qui pourrait bloquer la fédération : l'action implique la décision.

L'affaire est entendue, me semble-t-il.

La Fédération anarchiste, si on l'observe sans passion, ne peut prétendre en quoi que ce soit appliquer un modèle organique se basant sur la Synthèse élaborée par V. M. Voline à la suite de la Révolution russe ; elle n'est pas, de plus, une vraie fédération, qui suppose plusieurs niveaux fédéraux et des processus décisionnels n'autorisant pas les blocages ; enfin, elle ne remplit pas toutes les tâches, toutes les activités qu'on serait en droit d'attendre d'un regroupement qui se dénomme anarchiste.

La juxtaposition à peine solidaire, souvent conflictuelle, des groupes et des individus supposés fédérés qu'elle met en œuvre, l'autonomie jalouse et sourcilieuse que les uns et les autres pratiquent avec acharnement — comme s'il s'agissait du principe unique de l'anarchisme — montrent que l'équilibre qui doit régir le fonctionnement fédératif a été

---

<sup>29</sup> Proudhon prévoyait même, pour l'organisation de l'Europe, « des confédérations de confédérations ». En outre, ce dernier estimait que l'équilibre à atteindre devait se constituer entre des groupes autonomes de taille réduite et la fédération tout entière ; cet équilibre impliquait de multiplier les corps intermédiaires. Voir *Réfractons*, n° 6, p. 47 à 50.

rompu. Equilibre entre les individus, les groupes et les divers étages de la fédération.

Il s'agit d'un modèle organique particulier, adapté surtout aux « personnalités », celui du groupement minimal. Qui correspondait aux militants qui ont recréé la FA dans les années cinquante.

Il n'est pas inutile de rappeler que jusqu'en 1978 (à peu près) la FA ne faisait aucune référence à la lutte des classes ; ce qui s'opposait à l'anarchie, c'étaient les « positions d'esprit ». Voline ne partageait nullement ce point de vue<sup>30</sup> : *« On comprend, généralement, sous le mot classe , un groupe social caractérisé par certaines propriétés par rapport à l'avoir, à la profession, et à l'étendue des droits dont il dispose. La différence énorme entre les groupes ayant à eux tout l'avoir, tous les droits et tous les avantages [...] et ceux qui, n'ayant ni avoir ni droits, n'ont pour eux qu'un travail meurtrier, exploités par les premiers, est un fait historiquement certain et démontré.*

*« L'anomalie de ce fait, à tous les points de vue et, partant, la nécessité historique d'un redressement social, sont des vérités acquises à tout homme sensé. La résistance des classes avantagées à ce redressement, pourtant historiquement nécessaire, est un fait indéniable. La lutte des classes désavantagées et exploitées, intéressées à ce redressement, contre les classes privilégiées et exploiteuses, est un fait qui joue un rôle de plus en plus prépondérant sans les événements sociaux des siècles derniers. Cette lutte remplit de son fracas toute l'histoire moderne. Ce sont ses succès qui, conjointement avec les conquêtes techniques de notre époque, marquent le pas du progrès humain. Il n'y a que les aveugles pour ne pas le voir. »*

Un anarchisme « humanitaire » ou « individualiste » qui ne tiendrait pas compte de la lutte des classes, « fait social saillant de l'histoire humaine durant des siècles », serait, « précisément, une abstraction, une fiction qui ne saurait avoir aucune valeur, ni sociale, ni humanitaire, ni individuelle. Elle ne saurait être qu'une doctrine d'aveugles... »

---

<sup>30</sup> Encyclopédie anarchiste, p. 338 et 339.

Les anarchistes, continuait Voline, refusent cependant de considérer qu'un facteur unique détermine l'histoire humaine :

*« Les anarchistes s'opposent à réduire tout le processus historique à l'unique facteur de la lutte des classes. »* Alors que le marxisme, « établi par Marx lui-même », soutient « que toutes les luttes ayant eu lieu au sein des sociétés humaines au cours de l'histoire étaient, au fond, des luttes de classes ? Plus encore, le marxisme considère la lutte des classes comme l'élément réel, déterminant, de toutes les manifestations de la vie humaine. D'après lui, l'intérêt de classe se trouve invariablement à la base de toutes ces manifestations. »

Remarquons la modernité de l'affirmation de Voline, qui rallie de nos jours la plupart des philosophes et des historiens, mais particulièrement iconoclaste dans les années vingt, où beaucoup de personnes de la gauche révolutionnaire considéraient le marxisme comme une « science » et le « facteur unique » comme une évidence.

La FA est bâtie sur un schéma de rassemblement d'individus plus ou moins individualistes. Dans son élaboration, les conceptions des autres tendances, syndicaliste et communiste, ont été oubliées.

Son vrai modèle, ce n'est pas la Synthèse de Voline mais quelque chose qui s'approcherait plutôt de l'association des égoïstes de Stirner. C'est-à-dire un modèle organique qui comprend et promeut l'activité libertaire essentiellement comme une aventure personnelle de résistance et de révolte individuelles : seul contre tous, la visière levée, l'anar défait le monde<sup>31</sup>.

---

<sup>31</sup> Rassurez-vous, le plus souvent, à part quelques exceptions individuelles et souvent héroïques, tout cela reste à peu près virtuel...

## **Annexe I**

### **Lettre de démission de la Fédération anarchiste**

Jacques Toublert

Paris, le 4 juin 2001

Au secrétaire général,  
au secrétaire aux relations intérieures,  
aux mandatés du comité de relations,  
aux membres de la Fédération anarchiste française ou francophone ou  
bien encore de langue française.

Chères et chers camarades,

En refusant de donner son accord à un texte en cinq points présenté par quelques-uns de ses mandatés, le 58<sup>e</sup> Congrès de la Fédération anarchiste, lors de sa séance du 3 juin courant, dans la soirée, s'est déclaré incapable d'être solidaire dans la répression avec les autres composantes du mouvement libertaire ; il a, de plus, exprimé qu'il ne pouvait s'engager à échanger des informations ou à organiser des débats et des actions communes avec ces autres composantes.

Tel était, en effet, le contenu de l'accord soumis aux suffrages du congrès, qui n'était que la formulation d'un code de relations civilisées entre des personnes et des groupes dont les finalités s'affirment communes.

En repoussant cet accord minimal, le 58<sup>e</sup> Congrès a démontré que la fermeture d'esprit à tout ce qui bouge à l'extérieur de la Fédération anarchiste, la complaisance dans le sectarisme et un isolement qu'on ne peut qualifier de splendide tant il est dérisoire sont la véritable politique d'une minorité de blocage crispée sur des certitudes dont on doute que l'origine se trouve dans l'anarchisme, quelles que soient ses formes.

En bloquant le congrès, la minorité qui a rejeté l'accord confirme, une fois de plus, une fois de trop pour ce qui me concerne, que le système de prise de décision à l'unanimité obligatoire est notoirement pervers : prétendument mis en œuvre pour préserver les anarchistes organisés de la dictature de la



majorité, il se révèle, dans les faits, comme un moyen permanent de leur faire subir les diktats de la minorité.

Il n'est plus possible pour moi de cautionner une telle situation. Dans mon activité quotidienne, syndicale et associative, au cours de laquelle je côtoie des militants de toutes tendances, comment pourrais-je jamais justifier que l'organisation spécifique anarchiste à laquelle j'adhère depuis maintenant une vingtaine d'années ne peut s'engager à être solidaire dans la répression avec tous les libertaires et qu'elle n'a pas daigné répondre favorablement à des propositions de débats avec celles et ceux qui sont le plus proches d'elle ?

Je me vois, en conséquence, dans l'obligation de présenter ma démission de la Fédération anarchiste à dater de cette soirée du 3 juin 2001 ; je vous prie également de pourvoir, dans les meilleurs délais, à mon remplacement comme directeur-gérant du *Monde libertaire*.

Je vous prie, chères et chers camarades, d'accepter mes salutations libertaires.

Jacques Toublet.

## Annexe II

### A propos des organisations spécifiques et de la Plate-Forme

J'ai lu avec la plus grande surprise la phrase suivante sous la plume de Daniel, du groupe du Gard-Vaucluse (BI, mai 2001, p. III-31), au sujet de l'expression « *organisation spécifique* » : « ... *sachez donc que ces organisations sont dites « spécifiques » en Amérique latine, comprendre, pour nous, en France, « plates-formistes ».*

Voilà une affirmation qui, pour ce que je connais du mouvement libertaire de langue espagnole, frôle le contresens. Elle peut, en outre, induire de graves erreurs de jugement politique.

L'expression « *organisation spécifique* » provient du système d'organisation des libertaires espagnols, très différent de celui des anarchistes français, pour lesquels, d'ailleurs, il serait sans doute plus exact de parler d'absence d'organisation...

Les camarades espagnols appelaient souvent leur doctrine, outre anarchosyndicalisme, *apolitisme révolutionnaire* ; dans cette acception, le mot « politique » signifiait exclusivement parlementarisme, parti politique parlementaire et électoralisme, dans la droite ligne de l'orientation du Congrès de La Haye de l'AIT, où marxistes et blanquistes avaient expulsé les libertaires. Parce que les premiers cités envisageaient de transformer l'Internationale en partis politiques nationaux, dont la stratégie serait la conquête des pouvoirs publics au moyen de la démocratie politique.

Le mouvement libertaire espagnol (MLE) récusait le mot politique dans ce sens précis. Et pour le remplacer employait d'autres vocables. Souvent, par exemple, les prisonniers de la CNT historique n'étaient pas qualifiés comme « politiques » mais « sociaux ».

Le MLE était composé de plusieurs organisations : une syndicale, la CNT ; une juvénile, la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) ; une féminine, les Femmes libres ; une culturelle, les *Ateneos libertarios*. Comment nommer alors une organisation « d'opinion » anarchiste dans un ensemble de formations, toutes libertaires, lorsqu'on n'emploie pas, ou peu et de manière péjorative, le mot « politique » ? L'organisation qu'en France on aurait été

tenté d'appeler « politique »<sup>32</sup> devint, chez nos camarades d'outre-Pyrénées, « *spécifique* », « *spécifiquement anarchiste* ».

Du mouvement libertaire espagnol, l'expression a été peu à peu employée par les mouvements des autres nations. Avec ce type de vocabulaire, la FA française est une *organisation spécifique* ; dans le Préambule des Principes de base de la FA, on peut lire la phrase suivante : « *Nous, anarchistes, réunis à la FA, sommes conscients de la nécessité de l'organisation spécifique.* » Que je sache, la FA française, ou francophone comme il vous plaira de la nommer, n'est pas « *plate-formiste* »...

Des organisations spécifiques peuvent adopter le mode de fonctionnement préconisé par Archinov et Makhno dans la Plate-Forme, comme la Fédération anarchiste-communiste de Bulgarie d'autrefois ; d'autres organisations spécifiques, comme la Fédération espagnole ou la Fédération italienne, peuvent choisir une autre manière de faire.

En gros, « *spécifique* », selon le vocabulaire espagnol et ceux qui l'emploient à son exemple, est le synonyme de « politique anarchiste » et non de « *plate-formiste* ».

Depuis quelque temps, par exemple, de nombreux militants libertaires espagnols, dans leur plus grand nombre membres de la CGTE, constituent une nouvelle organisation « *spécifique* », provisoirement nommée *Red Apuyo Mutuo* (Réseau d'entraide) ; une première réunion a eu lieu en juin 2001 et un congrès constitutif se tiendrait l'année prochaine — il s'agirait, si j'ai bien compris, d'une fédération de groupes affinitaires fédérés par localités, régions et au niveau « estatal », un peu comme l'était la FAI mais publique et non clandestine.

Tout cela n'a rien à voir avec la Plate-Forme !

S'agissant des informations fournies dans le BI de mai 2001 par le camarade Daniel et concernant les organisations libertaires sud-américaines, le fait qu'elles se dénomment « *spécifiques* » n'impliquent nullement qu'elles soient « *plates-formistes* » ; certaines le sont peut-être mais qu'elles se caractérisent comme « *spécifiques* » ne le prouve pas, pas plus que cela prouve le contraire...

---

<sup>32</sup> A noter qu'en France avec l'adoption par le mouvement anarchiste du syndicalisme révolutionnaire comme stratégie majoritaire à partir de 1895, il se produit un phénomène analogue en matière de vocabulaire. Ainsi, lorsque Pouget tient la plume pour rédiger la Charte d'Amiens, il précise que la CGT est indépendante des « partis », et on voit bien de quoi il parle, et des « sectes » philosophiques, c'est-à-dire des groupes anarchistes — qui ne sont pas des « partis » — et des loges maçonniques. Une autre manière de dire les choses...

### *Quid* de la Plate-Forme ?

Il serait, en tout cas, souhaitable que la Plate-Forme ne redevienne pas, comme en France dans les années vingt et trente, une aussi désastreuse pomme de discorde qu'elle le fut alors.

Ajoutons que le mouvement espagnol, alors en pleine force, n'a pas été touché par les polémiques déclenchées par le texte du groupe *Diélo Trouda*. Je me souviens d'avoir lu un papier de Federica Montseny parlant de ce problème et qui concluait que, pour les libertaires espagnols, la Plate-Forme n'avait rien apporté, que ses propositions ne pouvaient concerner le MLE.

Je crois bien que notre vieille camarade avait parfaitement raison. Quel était l'objectif de la Plate-Forme, s'agissant du fond de la question, et quels étaient les défauts qu'elle entendait rectifier ?

La défaite des libertaires dans la Révolution russe provient, pour l'essentiel, prétendait Archinov, de leur dispersion, de leur manque de cohésion. L'Union générale des anarchistes et son comité fédéral — c'est-à-dire une fédération coiffée par un organe de direction politique et non un comité d'échanges d'informations — est une manière de pallier cette absence de cohésion ; ils étaient sans doute suffisamment efficaces s'agissant de l'Ukraine pour être la colonne vertébrale de l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire, l'armée anarchiste conduite par Nestor Makhno, et des diverses initiatives de reconstruction sociale opérées par les makhnovistes.

Or le MLE, structuré tout autrement que par les schémas d'Archinov, a atteint, malgré des polémiques et des rivalités internes intenses, avant et pendant la Révolution de 1936-1939, une capacité de cohésion hors de pair qui désespérait tous ses adversaires, y compris ceux de gauche, dont un des objectifs était de disloquer l'ensemble formé par la CNT et la FAI — le POUM n'était pas le dernier dans ces opérations. Le comité national de la CNT-FAI a joué, avec les plénums de régionales, dans les temps redoutables de la guerre civile et du « circonstancialisme », le rôle qu'Archinov destinait à son comité fédéral.

La comparaison entre expérience russe et espagnole permet d'avancer vers l'origine du désaccord qui tient pour beaucoup, me semble-t-il, aux conditions spécifiques dans lesquelles ces mouvements révolutionnaires.

Pour la majorité des libertaires de France, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, en bref d'Europe de l'Ouest, après la période de la dynamite individuelle et de l'appel à la révolte, la stratégie organisationnelle était l'anarchosyndicalisme — ce mode opératoire permettait de gagner à l'action directe et à l'idée révolutionnaire une partie des masses populaires séduites un temps par

le mirage de la démocratie politique et du suffrage universel : les diverses organisations syndicales révolutionnaires (CNT, USI, CGT, industrialistes allemands, SAC, les syndicats d'Amérique latine, etc.) représentaient alors une force réelle.

Après 1918, les pressions conjuguées des bilans de la guerre mondiale et de la réaction bourgeoise et militariste, qui en Allemagne et en Italie prenait le masque du fascisme, à droite, ainsi que du modèle bolchevique, apparemment triomphant à gauche, démantelèrent la plupart de ces organisations, décrédibilisèrent les idées qui leur avaient donné naissance, imposèrent de nouvelles manières de voir, d'autres références. Dans ce contexte très difficile, les libertaires et les anarchosyndicalistes d'Europe occidentale — à l'exception de l'Espagne, restée neutre pendant le conflit — étaient en situation permanente de défense ; en France, en outre, ils devaient sans cesse se démarquer de leurs anciens camarades de la direction de la CGT qui s'étaient ralliés à « l'union sacrée » et collaboraient déjà avec les pouvoirs publics. Tous avaient à se défendre contre le modèle bolchevique : parti de type nouveau, rôle dirigeant sur les organisations populaires, centralisme démocratique, Etat ouvrier de dictature du prolétariat.

Outre la diffusion d'informations au sujet de la situation réelle en Russie soviétique et des conditions que les bolcheviks y imposaient aux travailleurs, leur ligne de défense<sup>33</sup>, pour l'essentiel, se concentra sur l'indépendance du syndicalisme, contre la direction des cellules et des fractions communistes, et la promotion du modèle syndicaliste révolutionnaire, qui commençait à paraître ancien, voire dépassé.

Or les orientations d'Archinov et du groupe *Diélo Trouda*, qu'ils firent connaître en publiant la célèbre Plate-Forme, affirmaient que l'anarchosyndicalisme n'étaient pas suffisant pour réaliser la révolution sociale. Pour les anarchistes-communistes russes et ukrainiens, l'organisation anarchiste devenait le groupement essentiel ; elle avait pour tâche « d'anarchiser »<sup>34</sup> les formations du mouvement populaire, y compris les

---

<sup>33</sup> On ne peut s'empêcher de penser à la remarque de Bakounine qui affirme quelque part que seules d'étroites minorités se déterminent sur les idées ; les masses croient aux faits et se laissent seulement convaincre par eux. Or nos camarades, à ce moment-là, ont eu à contester un fait majeur : une révolution sociale apparemment réussie...

<sup>34</sup> Les camarades de *Tribune anarchiste communiste* affirmaient que la différence entre les deux théories d'organisation, celle de Lénine et celle d'Archinov, résidait dans le fait que le premier entendait exercer une direction politique sur l'activité entière des masses et de leurs organisations, alors que le second souhaitait seulement que les anarchistes exercent ce qu'ils nommaient une « direction idéologique », en laissant aux masses et à leurs organisations la liberté de choix s'agissant de l'activité quotidienne.

syndicats. Beaucoup de camarades de l'époque crurent comprendre que tout cela était pas très loin du « rôle dirigeant » de Lénine et du bolchevisme.

On peut aussi comprendre que l'origine de la divergence provient de la manière de faire du socialisme russe dans l'empire des Romanov, depuis les premiers groupes de *narodniki* jusqu'à Lénine et Archinov, entièrement différente de celle qui avait existé en Europe occidentale.

L'absence, pendant longtemps, de la moindre démocratie politique, le flicage permanent et la répression qui s'abattait à tout instant, un droit d'association et syndical très récent et très restrictif avaient favorisé l'activité, conspirative ou non, des groupes politiques formés par des personnes le plus souvent issues de la bourgeoisie, grande et petite, et de l'intelligentsia. Et gêné considérablement la constitution d'organisations ouvrières à l'image des syndicats de l'Occident.

En outre, la situation économique-politique de la Russie était contrastée à l'extrême ; si elle était en passe de devenir, vers 1910, la cinquième puissance économique du globe, 85 pour cent de la population de l'empire se composaient de paysans chez qui demeuraient encore vivant le souvenir des communautés de naguère, tel le *mir*.

Dans ce milieu rural, entre le gendarme, le propriétaire, *barine* ou bourgeois, et le pope, se sont développées de nombreuses petites structures qui portaient les revendications des paysans — leurs aspirations à la terre et à vivre librement dans leurs villages<sup>35</sup>. Nombre de ces groupes étaient animés par les « populistes » ou des membres du parti socialiste révolutionnaire ; d'autres étaient « anarchistes-communistes », comme celui de Goulaï-Polié, surtout après le mouvement de 1905.

Les deux mouvements socialistes, dans ces conditions, ne pouvaient qu'être profondément différents.

En Europe de l'Ouest, peu à peu, à partir des associations de secours mutuels des ouvriers se sont constituées des sociétés de résistance, illégales puis légales ; les bases de l'association, à l'origine, en sont les affinités dues aux métiers et la solidarité. Le mouvement s'est enflé avec les revendications et les grèves. Le mouvement ouvrier d'Occident, formés de syndicats, de partis, de groupes d'action, d'associations culturelles, de mutuelles, s'est constitué progressivement en mouvement de masse.

---

<sup>35</sup> Le célèbre *zemlia i volia*, terre et liberté.

Dans la plaine russe, à partir de 1860, avec le mouvement *Vers le peuple*<sup>36</sup>, se sont constitués des noyaux socialistes, formés de groupes d'études et d'action, qui mêlent membres de l'intelligentsia, ouvriers des petites villes rurales et quelques paysans. Malgré son implantation et le dévouement de ses membres, ce mouvement n'atteindra jamais le caractère de masse qui sera celui du socialisme d'Occident ; en outre, fait capital, l'autocratie tsariste combattait toutes les expressions populaires démocratiques — y compris en donnant naissance à des bandes de pogromistes et d'assassins comme les Cent Noirs — et empêchait, en conséquence, la naissance d'un réformisme enraciné dans les masses paysannes.

Avec la guerre, la mobilisation des millions de paysans et la succession des défaites, le nombre toujours croissant des morts et des blessés, le mécontentement était tel qu'en février 1917 l'Etat central, à Pétrograd, s'écroula devant quelques manifestations.

En Ukraine, comme le souligne Voline dans son ouvrage *la Révolution inconnue*<sup>37</sup>, avec encore plus de force qu'en Russie, se développa alors un mouvement autonome des masses, surtout des masses paysannes, en particulier parce qu'aucune organisation politique locale n'avait suffisamment de puissance pour contrôler ce mouvement.

Après le traité de Brest-Litovsk, qui ouvrit toutes grandes les portes de l'Ukraine aux troupes des empires centraux qui s'y livrèrent à toutes sortes de pillages de vivres et de matières premières, certains éléments de ce mouvement autonome, pour résister aux exactions, commencèrent des actions de guérilla et de représailles.

C'est dans ce contexte général que s'est constitué le mouvement makhnoviste. L'objectif de ce dernier n'était rien de moins que d'organiser les « vastes masses paysannes » sur un programme<sup>38</sup> de répartition et de collectivisation des terres, au moyen de communautés, de communes et de syndicats de paysans, appuyé par une armée paysanne déterminée à « mener une lutte armée implacable » contre tous les ennemis des paysans<sup>39</sup>. Ce programme,

---

<sup>36</sup> Voit P. Kropotkine, *Autour d'une vie*, Ed. Stock, tome II, p. 258, 309 et suivantes.

<sup>37</sup> P. 516 et 517.

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 525.

<sup>39</sup> Il ne s'agit pas de paroles en l'air. Voline précise froidement, p. 527, le caractère « implacable » de cette lutte : « *Le principal guide de cette lutte sans merci fut le suivant : tout agrarien persécutant les paysans, tout agent de police de l'hetman [Skoropadski], tout officier russe ou allemand, en tant qu'ennemi mortel et implacable des paysans, ne doit trouver aucune pitié : il doit être supprimé. De plus doit être exécuté tout participant à l'oppression des paysans*

pour ce qu'on sait, a rencontré un indiscutable succès auprès des paysans du sud-est de l'Ukraine.

L'outil de cette lutte fut une sorte d'organisation politico-militaire qui comprenait plusieurs branches. L'Armée insurrectionnelle, bien sûr, en premier lieu, mais également, pour le travail politique, d'explication, de formation, de recrutement, une organisation libertaire, la Confédération des organisations anarchistes de l'Ukraine, qu'on nomme souvent *Nabat*<sup>40</sup>, du nom de son journal<sup>41</sup>.

Ensemble, la branche militaire et la branche politique organisaient des soviets et des congrès de paysans, d'ouvriers et d'habitants là où l'armée avait détruit ou repoussé les diverses forces armées — nationalistes ukrainiens, bandes de partisans pogromistes, armées blanches qui tentaient de marcher sur Moscou, troupes de l'Armée rouge — qui battaient la campagne d'Ukraine à cette époque. « Organisez-vous vous-mêmes comme vous l'entendez », disaient-ils aux participants. « Gardez-vous seulement, continuaient-ils, de reconstituer un pouvoir nouveau qui vous exploitera de nouveau ! » Voline affirme même que, lors de l'occupation d'Ekaterinoslav, plusieurs journaux socialistes (SR et SD, même bolchevik) furent édités avec l'accord des makhnovistes. Le débat d'idées est possible, affirmaient ces derniers, mais « aucune tentative de préparer, d'organiser et d'imposer aux masses laborieuses une autorité politique ne saurait être admise par les insurgés révolutionnaires<sup>42</sup> ».

Comme on le voit, ce système politique et militaire correspondait et était le produit d'une guerre sociale « implacable » ; il est la première apparition d'un *anarchisme de guerre*, dans un contexte particulier, celui d'une guerre paysanne menée dans une contrée où la majorité de la population était rurale et souvent très pauvre ; il s'exerce sans médiation, sans délai ; le programme

---

*pauvres et des ouvriers, tout homme cherchant à supprimer leurs droits, à usurper leur travail. »* Comme on le voit, l'objectif n'est pas tant l'expropriation des grands propriétaires et des « bourgeois », que leur extermination en tant que classe, avec le correctif suivant qui est suggéré : un « agrarien » qui accepterait de partager ses terres et qui ne combattrait pas le mouvement des paysans pauvres pourrait continuer à vivre et à travailler dans la nouvelle société. Voline précise, à plusieurs reprises, que de tels partages se sont produits sous la direction de divers soviets paysans.

<sup>40</sup> Qui signifie le Tocsin. La Confédération, dit Voline, créée fin 1918, engloba tous les groupes anarchistes de l'Ukraine, essaya de s'étendre en Russie, sans succès, et tint deux congrès, le premier à Koursk et un second à Elisabethgrad. L'Armée insurrectionnelle éditait, quant à elle, *le Chemin vers la liberté*.

<sup>41</sup> Voline, *ibidem*, p. 238.

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 601.



anarchiste de collectivisation et d'égalité des conditions de vie s'y applique immédiatement<sup>43</sup> par l'utilisation de la violence la plus extrême.

C'est le souvenir de ces luttes, de son mode d'organisation, qui forme le substrat des propositions du groupe *Diélo Trouda*. En particulier, tout ce qui est décision collective et qui relève de la lutte armée et de son indispensable discipline<sup>44</sup>.

L'erreur réside dans la transposition de ce que furent les principes des makhnovistes en un modèle universel de l'organisation anarchiste. Alors qu'en Occident les forces principales, même après la guerre mondiale, résidaient encore dans l'anarchosyndicalisme et dans ses idées-forces, issues et adaptées à la société industrielle. Surtout, l'idée totalement absente des préoccupations des « insurgés révolutionnaires », et pour cause, de la « double besogne » du mouvement syndical : en particulier la lutte quotidienne revendicative.

En tout cas, quelques-unes des leçons qu'Archinov tirait de la Révolution russe paraissent encore d'actualité : le mouvement libertaire, s'il veut réaliser les buts historiques de l'anarchisme, doit tendre son énergie à donner naissance à des organisations de masse, spécifiques, syndicales, associatives, qui lui permettent d'orienter sur une voie libertaire le plus grand nombre possible d'individus des classes populaires ; les formes organiques du fédéralisme doivent permettre l'union des personnes et des structures, accroître leur cohésion et non favoriser l'action individuelle et la dispersion.

---

<sup>43</sup> Ce modèle a représenté, pour le pouvoir bolchevik, un grand danger. Léon Trotski lui-même aurait affirmé qu'il valait mieux « céder l'Ukraine entière à Denikine que de permettre une expansion du mouvement makhnoviste ». Denikine et ses troupes sont franchement réactionnaires, continuait le fondateur de l'Armée rouge, et on pourra, plus tard, les combattre « par la voie de la propagande de classe, tandis que la makhnovtchina se développe au sein des masses et soulève justement les masses contre nous ». Cité par Voline, p. 562. Soulignons néanmoins que la lutte des bolcheviks et de leur Etat policier et militaire contre les paysans de leur empire n'a pas cessé avec la destruction de la makhnovtchina. Elle ira, en fait, jusqu'à la destruction politique et sociale de la classe paysanne, considérée par les marxistes comme structurellement contre-révolutionnaire, opérée au moyen de la collectivisation forcée des années 30, retour au servage d'Etat, qui s'accompagna de moyens de contraintes les plus barbares, comme la famine artificielle de l'hiver 1932-1933.

<sup>44</sup> « La discipline librement consentie était réalisée de la façon suivante : toutes les règles de la discipline étaient élaborées par les commissions des insurgés, puis validées par les assemblées générales des unités de l'armée. Une fois validées, elles devaient être rigoureusement observées sous la responsabilité individuelle de chaque insurgé et de chaque commandant. » *Ibidem*, p. 553.

## **Table des matières**

La Fédération anarchiste après vingt ans.....	1
1. Avant la Fédération anarchiste.....	1
2. A la Fédération anarchiste.....	6
La Fédération anarchiste n'est pas réellement une organisation anarchiste.....	10
La Fédération anarchiste n'est pas une fédération au sens plein du terme.....	18
La Fédération anarchiste n'est pas une organisation synthésiste.....	22
Annexe I Lettre de démission de la Fédération anarchiste.	32
Chères et chers camarades,.....	32
Jacques Toublet.....	33
Annexe II A propos des organisations spécifiques et de la Plate-Forme.....	34